Trentième Année. — N° 18 UN NUMÉRO : 15 CENTIMES. DIMANCHE 18 JANVIER 1885

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

PRIX DE L'ABONNEMENT
Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 fr. — Un an, 50 fr.
Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus
Le prix des abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, RUE NEUVE, 17
Directeur gérant : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS ET ANNONCES :
RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ-SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.
Paris, chez MM. HAVAS, LAFFITE et Cie, *place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34*
*Bruxelles, à l'*OFFICE DE PUBLICITÉ

ELECTION SENATORIALE
Du 25 janvier 1885.

DÉPARTEMENT DU NORD

CANDIDAT INDÉPENDANT :

E. FIÉVET

Cultivateur et Fabricant de Sucre à Sin et à Masny
MAIRE DE MASNY
Membre du Conseil général du Nord

ROUBAIX, LE 17 JANVIER 1885.

LE JACOBINISME EN FINANCES

Sous ce titre : « *Le Budget devant les Chambres* », la *Revue des Deux-Mondes* publie, dans son numéro d'hier, une étude magistrale à laquelle la signature de M. Léon Say donne une importance exceptionnelle.

C'est plus que l'examen critique et pratique de la situation financière, fait par un homme de science et d'expérience, dont la haute compétence en de telles questions est universellement reconnue ; c'est l'œuvre d'un véritable homme d'Etat qui, s'il s'alarme à bon droit des embarras où se trouvent nos finances, ne se borne pas à l'analyse superficielle des faits, mais recherche les causes profondes du mal et les signale à l'attention des pouvoirs publics.

A ce point de vue, les avertissements de M. Léon Say produiront certainement une grande impression dans les Chambres et dans le pays. Il a courageusement et énergiquement mis le doigt sur la plaie ; il a dit sans détour d'où viennent tous nos mécomptes actuels, et il est impossible de n'être pas frappé de l'évidence de ses observations.

Le mal n'est pas seulement dans l'esprit de prodigalité et de dilapidation qui, pour un intérêt de parti et pour un but électoral, a développé outre mesure les dépenses publiques ; il est essentiellement dans l'application des doctrines jacobines à la création et au vote du budget, en attendant qu'elle puisse s'étendre à tous les éléments de l'action politique et gouvernementale.

La commission du budget, d'un simple pouvoir de contrôle qu'elle était auparavant, est devenue un comité dirigeant, comme il existait à la Convention, annulant à la fois l'initiative du gouvernement et l'autorité ministérielle, et s'arrogeant une véritable suprématie. C'est elle maintenant qui, divisée en une foule de sous-commissions, prépare les budgets, envoie ses commissaires dans les ministères, pour s'en faire ouvrir tous les bureaux et tous les dossiers, commande, ordonne et prend peu à peu tous les attributs de la souveraineté.

La majorité, inconsciente et aveugle, facile à se laisser conduire, aimant assez que ses commissions travaillent pour elle, ne semble pas même s'apercevoir de cette usurpation qui fausse et détruit dans son principe même le régime parlementaire en dénaturant les rapports constitutionnels des pouvoirs publics. Peut-être même, si elle en a conscience, est-elle flattée de voir ses délégués s'attribuer et lui donner à son tour un rôle qui la place au-dessus de tout et de tous ; mais, que la Chambre soit ou non complice, le fait est indéniable, et il est hors de doute que le gouvernement n'est plus qu'un mécanisme subalterne dont la commission du budget fait mouvoir à son gré tous les rouages en matière de finances.

Or, c'est là le résultat et le symptôme de tout un système qui tend à élever les élus du suffrage universel au-dessus de tous les autres pouvoirs, et à nous amener peu à peu à la réalisation de l'idée révolutionnaire par excellence : une Chambre unique, la Convention.

M. Léon Say, par indulgence, ne dit pas quel est l'auteur de ce plan jacobin ; mais l'histoire de ces dernières années le dit bien haut. L'entreprise remonte aux premiers jours de la victoire remportée en 1877 par le chef de l'opportunisme. M. Gambetta, que la force de sa situation poussait au pouvoir, préféra se saisir de la présidence de la commission du budget et y fit entrer avec lui tous ses intimes. C'était le nouveau jacobinisme qui s'emparait de la fortune publique, bien convaincu que de là il serait le maître suprême de la politique tout entière.

Nous savons malheureusement comment il en a usé ; des dépenses folles d'un côté, des dégrèvements insensés de l'autre, tout cela aidé et alimenté par l'emprunt à jet continu. Il n'en fallait pas davantage pour nous conduire rapidement au déficit. Mais le droit de disposer à son gré des immenses ressources de la France n'était que la moindre partie du programme jacobin. Par le budget, on pouvait, du même coup, réduire le Sénat à l'impuissance, en attendant de pouvoir le supprimer tout à fait et annihiler de fait le pouvoir ministériel.

On y est arrivé en grande partie. On a d'abord contesté au Sénat le droit de modifier le budget voté au Palais-Bourbon, ce qui devait en faire une simple Chambre d'enregistrement ; puis on a rendu son contrôle à peu près illusoire, en ne votant et ne lui transmettant les lois de finances qu'aux derniers jours de la session.

Quant au ministère, on lui a enlevé sa principale et sa plus importante attribution, qui est la préparation du budget. Il faut lire dans l'intéressante étude de M. Léon Say comment la commission du budget a peu à peu empiété sur les prérogatives gouvernementales et s'est transformée, en définitive, en un pouvoir supérieur.

Il est vrai que ce qui lui manque le plus pour mener à bien son œuvre souveraine, c'est surtout l'expérience, la science pratique, qui ne s'acquiert qu'au maniement des affaires administratives. Ses décisions, plus politiques que financières, fourmillent presque toujours d'erreurs graves et d'inconséquences funestes pour le crédit de l'Etat. Rien n'est curieux et instructif comme la façon avec laquelle M. Léon Say, pour donner un exemple caractéristique, dissèque le rapport fait cette année sur le plus important des départements ministériels, le ministère des finances. L'œuvre du rapporteur aura peine à s'en relever. Mais ce sont là des détails secondaires et sur lesquels nous ne voulons pas insister. Il faut les lire dans les judicieuses critiques de M. Léon Say.

D'ailleurs, les petits expédients au moyen desquels on a pu arriver à faire illusion à une majorité complaisante et à présenter au pays un équilibre trompeur, sont dominés de bien haut par la pensée jacobine qui poursuit, *per fas et nefas*, son œuvre usurpatrice.

Elle veut anéantir le Sénat; elle y est déjà aux trois quarts parvenue.

Elle veut établir le gouvernement direct par le Parlement, incarnation de la souveraineté nationale, et tout diriger par des comités dont les ministres ne seront que les agents et les esclaves. Elle est en train d'y réussir.

Alors, ce sera la Convention avec le despotisme absolu et irresponsable d'une Assemblée unique.

Cet article du programme radical que nous citions avant-hier : « Subordination complète de l'exécutif au législatif, » qui est le fondement même de la doctrine révolutionnaire, est sur le point de devenir une réalité en matière budgétaire. Après cela, il s'étendra inévitablement sur le reste.

C'est là le danger, non pas seulement financier, mais social, mais constitutionnel, que M. Léon Say montre aux Chambres et au pays avec une clarté saisissante. Puissent ces avertissements être écoutés, car c'est la liberté, c'est le régime parlementaire, c'est la fortune et l'avenir de la France qui sont en péril !

ENTRE RADICAUX

Nous avons annoncé que M. de Lanessan allait remplacer M. Félix Faure au sous-secrétariat de la marine. Les radicaux se montrent furieux de cette évolution gouvernementale du député du cinquième arrondissement de Paris. L'*Intransigeant* s'est chargé du soin de faire connaître au public les fureurs radicales et d'administrer à M. de Lanessan une volée de bois vert, et il s'en acquitte assez bien. M. de Rochefort raconte qu'il a présidé, à Lyon et à Saint-Etienne, des réunions dans lesquelles le susdit M. de Lanessan « dressa contre Gambetta et ses » amis un acte d'accusation à faire hésiter » Fouquier-Tinville » et où il se montra » tellement maratiste » que « la partie con» servatrice du public faillit lui faire un » mauvais parti ». M. de Rochefort dit encore :

Nous suivions depuis quelque temps déjà d'œil narquois l'évolution de cet ancien coupe-têtes, qui, déjà, pendant le congrès de Versailles, aimait à monter dans le compartiment des ministres.

Rien n'est amusant comme ces tortillements du monsieur qui guette le moment de passer, ainsi que Bourmont, dans le camp de l'ennemi et qui peu à peu, presque heure par heure, descend des plus hauts sommets de l'extrême-gauche pour piquer finalement une tête dans les cloaques du centre. Quant à moi, j'en suis pour mes frais de déplacement à Lyon et à Saint-Etienne. Je ne les regrette certainement pas. Cependant, si le sous-secrétaire d'Etat de Lanessan daignait les rembourser à l'humble citoyen Rochefort, envers lequel il a commis un si douloureux abus de confiance, celui-ci serait heureux d'en offrir le montant aux ouvriers qui meurent de faim et auxquels les paroles de l'ancien disciple de Raoul Rigault ont donné de si trompeuses espérances.

N'est-ce pas joli ? La fin est également à citer :

Nous osons cependant faire observer à ce nouveau frère en sainte Opportune qu'il s'est peut-être un peu pressé de lâcher ses amis. Les élections auront lieu dans quelques mois, et s'il ne s'est pas muni de quelque siège en province, nous ne craignons pas de lui prédire, à Paris, un « abatage » mémorable, sous lequel sa réélection et son secrétariat resteront inévitablement ensevelis.

A dire vrai, l'attitude de M. de Lanessan n'est pas chose nouvelle dans le parti républicain : les ancêtres de la « grande Révolution » en ont fait bien d'autres, et c'est le cas de répéter ; *ab uno disce omnes*.

UN MANIFESTE

La Fédération des travailleurs socialistes de France (parti ouvrier-socialiste-révolutionnaire), qui a pour organe le *Prolétariat* et pour chef M. Joffrin et ses amis, vient d'adresser un manifeste aux travailleurs, duquel nous extrayons le passage suivant :

Il en est, citoyens, qui vous appellent à descendre dans la rue; nous ne saurions vous conseiller de répondre à cet appel, quant à présent. Vous n'avez encore qu'une organisation incomplète, vous êtes sans armes en face d'adversaires puissamment armés, et engager une lutte dans ces conditions serait une insigne folie.

Nous, nous avons combattu pour défendre la République ; nous avons lutté pour affirmer la Commune ; nous sympathisons avec ces hommes qui vont dans les monarchies imiter nos pères en frappant les rois et les empereurs ; nous savons que la guerre sociale est inévitable, mais nous déclarons cependant que le moment n'est pas venu. Les Révolutions sont chose grave qu'on ne peut improviser, et qu'on ne doit engager ni provoquer au hasard.

Elle aussi, la Fédération des travailleurs a donc son opportunisme. Elle ne juge pas l'heure de l'action venue, mais ne désarme pas pour cela : elle réclame l'émancipation des travailleurs par les travailleurs, et pour arriver à l'abolition du « servage économique », l'organisation qu'elle entend ainsi :

Nous étions à Paris 11,000 aux élections municipales de 1881, et 34,000 à celles de 1884 ; si vous le voulez, nous serons 200.000 en 1885. Adhérez donc à vos chambres syndicales et à vos groupes corporatifs, entrez dans les cercles d'études sociales, formez un *parti de classe*, et ensuite vous déciderez de quelle façon l'on doit engager et mener la lutte.

LE RAPPORT DE M. GRAUX

A la fin de la session dernière, M. Méline demandait, au nom du gouvernement, que la Chambre mît en tête de l'ordre du jour dès les premières séances de 1885 la discussion agricole. La demande était antiréglementaire et elle fut repoussée. M. Méline n'en fut point surpris. Le Parlement s'est réuni, et le même ministre a, ainsi que ses collègues, voté l'ajournement du débat sur l'urgence duquel il avait insisté. Il y a loin des promesses officielles à leur réalisation, et tout en cherchant à « rassurer l'agriculture », le ministère et la majorité de la Chambre ne sont pas fâchés de reculer la date d'une discussion où sera mis en relief tout le mal causé par les sectaires économiques et peu économes de la République.

Le rapport de M. Graux prouve cependant l'acuité et « l'intensité » de la crise agricole et constate « qu'une vive agitation s'est manifestée parmi les populations rurales toujours si calmes, si économes et si résignées ». Mais le gouvernement reste sourd à « l'immense cri de protection qui a retenti dans la France entière ». Vainement les conseils généraux, les chambres de commerce, les comices agricoles ont exposé les maux créés par un système dont l'expérience a été désastreuse; vainement la voix puissante et l'argumentation solide de M. Pouyer-Quertier ont fait justice des sophismes libre-échangistes dont MM. Léon Say et Rouvier sont les avocats attardés. Le ministère, qui n'a pas hésité à *mettre nos marchés à la merci de la concurrence* étrangère, est moins résolu dès qu'il s'agit non point, comme le dit fort bien M. Graux, d'élever une barrière infranchissable aux produits des autres pays, mais de créer des droits ayant simplement un caractère modérateur et pouvant être un obstacle à la spéculation, en devenant un régulateur pour l'importation.

La majorité de la Chambre et le cabinet trouvent opportun de maintenir, aussi longtemps que la prudence électorale le leur permettra, toutefois, un système privilégié pour le commerce étranger, et qui, sous prétexte d'égalité et de liberté, crée un monstrueux privilège au détriment du travail national, déjà écrasé sous les charges de l'impôt. Pour donner une couleur démocratique à un régime difficile à justifier au point de vue des devoirs patriotiques, les protecteurs de la concurrence étrangère essaient inutilement de séparer l'intérêt des travailleurs agricoles de l'intérêt des travailleurs industriels.

M. Graux répond avec raison à ces séparatistes économiques : « En quittant le clocher de son village, l'ouvrier des villes ne devient pas citoyen d'un pays nouveau. Il ne reste pas seulement attaché à son lieu de naissance par des souvenirs et par des liens de famille, il obéit aux mêmes impôts, il supporte les mêmes souffrances, il subit les mêmes causes de revers, et il bénéficie des mêmes éléments de prospérité que ses frères restés sous le toit paternel. »

Les libre-échangistes disent aussi que la crise agricole atteint surtout les grands propriétaires, et qu'ainsi les paysans n'ont pas à s'en émouvoir. Mais le rapporteur le déclare, avec pièces à l'appui : « l'examen même superficiel des faits » démontre que « la petite et la moyenne culture sont frappées non moins cruellement que les grands domaines. »

Les plaintes, du reste, sont si générales que le gouvernement, tout en ajournant une compensation, même incomplète, a compris qu'il ne pouvait refuser toute satisfaction aux doléances contenues dans les cahiers des états agricoles; aussi cherchera-t-il, à l'approche des élections générales, à se poser en défenseur des besoins ruraux, et M. Ferry fera-t-il un nouveau discours sur la « république des paysans. »

Mais si, comme l'écrit M. Graux, « aucune doctrine économique n'est le monopole d'aucun parti », les conservateurs pourront avec raison faire observer que la République, sacrifiant à des passions politiques ou à des utopies la fortune de la France et le bien être des populations laborieuses, a causé les ruines qu'elle met si peu d'empressement à réparer. Et la vérité des faits accablera nos adversaires, car leurs injures ne seront pas tenues pour des raisons par l'ouvrier de nos villes manquant de travail et de pain, et par les travailleurs de nos campagnes qui, en fait de dégrèvement, doivent, comme le leur rappelle M. Bocher, sur la foi des déclarations de M. Ferry, s'attendre à des charges nouvelles. — Louis d'Estampes.

MORT DE M. EDMOND ABOUT

M. Edmond About, rédacteur en chef du *XIXe Siècle*, est mort hier soir à dix heures. Il était atteint depuis plusieurs années du diabète, et son état s'était considérablement aggravé en ces dernières semaines. Une congestion pulmonaire, survenue il y a deux jours, a déterminé la mort.

C'est vers les quatre heures de l'après-midi que l'état de M. About a pris un caractère de gravité tel qu'on a cru devoir recourir à une consultation de médecins. Mais les hommes de l'art ne pouvaient plus conjurer un dénouement qui devenait fatal.

La maladie dont était atteint M. About donnait depuis longtemps de vives inquiétudes à ses amis, mais il n'est pas douteux que les tribulations causées récemment au directeur du *XIXe Siècle* n'aient contribué à hâter sa fin.

C'est M. Francisque Sarcey qui, dans le numéro du *XIXe Siècle* de ce matin s'est chargé d'écrire l'article nécrologique consacré à M. Edmond About, son plus vieil ami.

Voici quelques passages de cet article :

Depuis un an déjà, la santé si robuste d'About avait été fortement ébranlée. Il se sentait malade et plus malade qu'il voulait qu'on ne le crût et qu'on ne le dît. Nos lecteurs, qui ne trouvaient plus qu'à de rares intervalles sa prose alerte et fringante dans le journal, ne savaient à quoi attribuer ce silence. C'était le mal qui le rongeait, et plus encore l'inquiétude du mal et le soin de le cacher à ceux qu'il aimait, pour ne pas les désoler.

Un voyage qu'il fit en Algérie eut des suites fâcheuses. Il en rapporta une bronchite dont il ne put guérir. Cette toux continuelle, cet enrouement obstiné qui voilaient son organe, autrefois si vibrant et si clair, l'agaçaient d'autant plus qu'il avait un discours de réception à prononcer à l'Académie.

Et quand je le pressais de terminer sa harangue :

— Il faut attendre, me disait-il, que la voix me soit revenue. Je ne voudrais pas qu'un autre le lût à ma place.

Et c'est là l'explication de ce long retard qui a étonné beaucoup d'académiciens. J'espère qu'ils oublieront sur sa tombe ces légers griefs.

Hélas! ce sera un de ses chagrins de partir avant d'avoir été reçu officiellement parmi les Quarante. Il avait été si joyeux et si fier de cette nomination ! Toutes les lettres de félicitation, toutes les marques de cordialité qu'il avait reçues à ce moment lui avaient été si douces !

M. Sarcey énumère les succès universitaires de son ami et rappelle combien ils furent éclatants et soudains :

Vous vous les rappelez tous. Et la *Grèce contemporaine*, et les *Marriages de Paris*, et le *Roi des Montagnes*, et *Tolla*, et cette *Madelon*, son chef-d'œuvre parmi tant de chefs-d'œuvre !

Et quels applaudissements ! quelle joie dans le public à chacun de ses ouvrages, d'une observation si aiguë, d'une langue si rapide, d'un esprit si piquant !

Et, tout dernièrement encore, ne nous donnait-il pas ce *Roman d'un brave homme*, sa dernière œuvre, aujourd'hui traduite dans toutes les langues, et dont le succès a été si prodigieux en France? C'est qu'il avait écrit cette histoire pour sa femme et ses enfants: et cette histoire c'était celle de son grand-père, et dans un coin du tableau il avait avec amour esquissé la figure des êtres qu'il aimait le plus au monde.

L'article se termine ainsi ;

Ce n'est qu'hier que le mal prit un caractère alarmant. Il avait pour médecin le docteur Moizard, qui nous prévint du danger sans nous dire cependant qu'il était aussi imminent. Notre ami le docteur Félizet et Cartaz, notre collaborateur pour la partie scientifique, accoururent à son chevet. Ils demandèrent une consultation au docteur Bergeron. La consultation eut lieu à quatre heures. Elle laissait peu d'espoir. Cartaz resta au chevet du malade ; tout à coup About fit un violent effort pour respirer, l'air lui manquait ; la congestion au poumon dont il souffrait achevait son œuvre ; il poussa un grand soupir ; sa tête retomba sur l'oreiller ; il était mort.

Et nous, éperdus, dans cette salle de rédaction qu'il a si souvent animée de ses spirituelles causeries, nous n'osons plus lever les yeux les uns sur les autres ; nous ne disons rien ; nous craignons qu'un mot ne fasse éclater le sanglot que l'on comprime.

Allons ! adieu, mon pauvre et vieil ami ! nous tâcherons de continuer ton œuvre. Mais comme tu vas nous manquer ! et que ceux-là auront de regrets et même de remords, qui ont attristé tes dernières heures que tu avais à passer sur cette terre ! — Francisque Sarcey.

A la suite de cet article, le *XIXe Siècle* publie la note suivante :

Je prie les habitants de Douai et ceux d'Arras de m'excuser. Je devais faire une conférence dans chacune de ces deux villes, samedi et dimanche. Je ne saurais, en de telles circonstances, quitter le journal; il me serait d'ailleurs impossible, en l'état d'esprit où je suis, de rien dire qui eût le sens commun. — F. S.

L'ŒUVRE D'EDMOND ABOUT

M. About était né le 14 février 1828. Il avait donc cinquante-sept ans.

Elève brillant de Charlemagne, prix d'honneur de philosophie, puis élève de l'Ecole normale, il passa, en 1851, à l'Ecole française d'Athènes, où il rédigea son premier ouvrage.

SES ŒUVRES

Ce premier ouvrage est un mémoire sur l'*Ile d'Egine*. De retour à Paris, en 1853, il publia la *Grèce contemporaine*, un de ses meilleurs ouvrages ; en 1855, *Tolla*, qu'il ne fit que traduire de *Vittoria Savorelli*; en 1858, le *Roi des montagnes*, son chef-d'œuvre, et une œuvre bien à lui.

La même année, il fit jouer au Théâtre-Français une comédie en trois actes, *Guillery*, qui eut une chute éclatante, compensée par ses *Mariages de Paris*, où se montre, comme dans ses deux ouvrages sur la Grèce, son charmant talent de conteur ; M. About est un des premiers conteurs de notre temps.

En 1857, *Germaine*, roman sentimental, dans le genre de *Tolla* ; *Maître Pierre*, roman d'économie agricole sur les Landes ; en 1858, *Trente et-Quarante*, *Nos Artistes au Salon*, critique d'art faisant suite au *Voyage à travers les Expositions des beaux-arts*, qu'il avait publié en 1855.

A la même époque parut la *Question romaine*, curieux pamphlet politique qui fit grand tapage ; puis les *Lettres d'un bon jeune homme à sa cousine*. Ce qui valait mieux que la *Question romaine*, les *Millions de la mansarde*, petit acte joué au Gymnase.

C'est en 1862 que fut représenté, à l'Odéon, son drame de *Gaëtana*, suite de la *Question romaine*, et qui ne valait pas mieux que la donnée et que l'intention, *Gaëtana* souleva des tempêtes.

M. About était alors fort engagé dans la politique extérieure ; il lançait, pour le compte de l'Empire, les brûlots de la politique extérieure ; il publia deux brochures qui ne font pas honneur à sa perspicacité : la *Nouvelle Carte d'Europe et la France en 1860*, *Lettre à M. Keller* et *Rome contemporaine*, qui n'est guère qu'une seconde mouture de la *Question romaine*.

Heureusement, il revint à ses romans, où ce qu'il y a de meilleur est le récit, le conte, car M. About ne brille pas par l'imagination, ni le sentiment : *l'Homme à l'oreille cassée*, le *Nez d'un notaire*, le *Cas de M. Guérin*, *Madelon*.

1863 et 1864 sont moins heureux : la *Vieille Roche*, le *Mari imprévu* et le *Marquis de Lanrose*, le *Turco*, l'*Infâme*, sont des romans inférieurs aux contes précédents.

Mais il se relève en 1868, avec ses *Mariages de province*, aussi jolis que ses *Mariages de Paris*. L'*A B C du travailleur* est le pendant de *Maître Pierre*, et non moins ennuyeux.

A l'époque de l'ouverture du canal de Suez, il publia le *Fellah*, qui lui rapporta cent mille francs, avant même qu'il en eût écrit la première ligne. A la guerre, son livre l'*Alsace*, où court un certain frisson patriotique, lui permit de se lancer de l'Empire dans la République.

Son dernier roman est le *Roman d'un brave homme*, et l'une des plus médiocres de ses œuvres.

Les autres pièces de théâtre de M. About sont : le *Capitaine Biterlin*, un acte, au Gymnase, 1860 ; *Un Mariage de Paris*, trois actes. Vaudeville, 1861 ; *Une vente au profit des pauvres*, Odéon, 1862 ; *Nos Gens*, Gymnase, 1866 ; *Histoire ancienne*, Français, 1868.

Récemment reçu à l'Académie française, M. Edmond About n'avait pas encore prononcé le discours d'usage.

QUE VA DEVENIR LE « XIXe SIÈCLE »

On sait que M. About avait fondé le *XIXe Siècle*; on n'ignore pas non plus les contestations qui se sont élevées ces derniers temps entre M. About et les actionnaires du journal. La brusque disparition de M. About semble laisser le champ libre et la victoire sans combat aux influences politiques qui avaient juré de lui enlever le *XIXe Siècle* pour le livrer à la politique gouvernementale.

M. Henry Fouquier, en ce cas, se trouve naturellement désigné pour prendre la succession de M. Edmond About, à laquelle il était déjà, du vivant de celui-ci, porté par la majorité des actionnaires, hostiles à la direction imprimée en ces derniers temps par le défunt à leur journal.

Mais, tous les rédacteurs importants du *XIXe Siècle*, tels que MM. Sarcey, Bigot, Bauer, Lafargue ont, dit-on, fait serment de se retirer dans le cas où le journal serait remis aux mains de M. Fouquier, qu'ils accusent d'avoir mal agi envers son ancien directeur.

NOUVELLES DU JOUR

Propos ministériels

Paris, 16 janvier. — Le discours que le général Lewal a prononcé dans la séance de mercredi n'a point été du goût des membres de l'Union républicaine, qui le critiquaient fort en sortant de la séance. On assure que M. Jules Ferry aurait dit au général Lewal qu'il espérait bien qu'il saurait racheter ce premier début, qui n'a eu pour effet que de donner de l'inquiétude.

Nous apprenons, d'autre part, qu'il est parfaitement établi entre le président du conseil et le ministre de la guerre qu'on poussera l'expédition du Tonkin jusque dans son extrême limite ; ce qui signifie que, dans le cas où, après la prise de possession du Tonkin, les Chinois ne consentiraient point à accepter le fait accompli, on entrerait en Chine.

Il est, du reste, à peu près arrêté qu'une fois l'affaire de Formose terminée, l'amiral Courbet recevra l'ordre de se diriger vers le Nord, où il bloquerait les différents ports du Petchili.

Fausse nouvelle

Paris, 16 janvier. — Il est inexact, malgré la nouvelle donnée hier soir par un journal de Paris, que l'amiral Courbet ait télégraphié au ministre de la marine pour lui annoncer l'occupation des mines de Kelung.

L'élection sénatoriale de la Seine

Paris, 16 janvier. — Tandis qu'un groupe d'électeurs sénatoriaux de la Seine songe à porter M. Spuller, nous croyons savoir qu'une fraction des autonomistes manifestent l'intention de poser la candidature de M. Allain-Targé.

On parle, comme candidat ultra-radical, soit de M. Songeon, ancien président du conseil municipal de Paris, soit de M. Georges Martin, président actuel du conseil général de la Seine.

Les droits sur les blés à Lyon

Lyon, 16 janvier.—Le conseil général du Rhône s'est réunie en session extraordinaire pour examiner la question des élévations de droits sur les blés et les bestiaux. Lecture a été donné d'un rapport concluant au rejet de l'élévation de ces droits et d'un vœu tendant à ce que le gouvernement consulte les conseils généraux sur les projets relatifs aux douanes. Les conclusions du rapport ont été adoptées par 15 voix contre 8, après une courte discussion.

L'insurrection du Cambodge

Saïgon, 16 janvier. — Le corps du lieutenant Bellanger, tué récemment au Cambodge, a été retrouvé. Il a été enterré avec des honneurs exceptionnels.

Mort de Norbert Ballerich

Paris, 16 janvier. — M. Norbert Ballerich, l'officier de paix du neuvième arrondissement, est mort aujourd'hui, à deux heures et demie, des suites des blessures qu'il a reçues le 7 de ce mois dans les bureaux du *Cri du Peuple*.

Norbert Ballerich, âgé de trente-trois ans, avait servi fort jeune dans la marine et avait fait la campagne du Mexique en qualité de novice. Engagé ensuite dans un régiment de dragons, il était maréchal-des-logis-chef au moment de la guerre.

Entré dans l'administration comme secrétaire suppléant au quartier de la Sorbonne, puis secrétaire aux Enfants-Rouges, il fut ensuite nommé commissaire de police à Enghien. Sur sa demande, il rentra à Paris en qualité d'officier de paix, il y a six mois environ.

Horrible drame

St-Etienne, 16 janvier. — Un drame a eu lieu ce matin, à neuf heures, à l'*Hôtel de l'Europe*.

Un jeune homme de 25 ans, arrivé depuis deux jours, accompagné d'une jeune fille de 16 ans, a tiré cinq coups de revolver sur cette jeune fille, puis, la voyant morte, il s'est tiré le sixième coup dans la tête. Il s'est ensuite percé plusieurs fois la poitrine avec une canne à épée ; mais, ne pouvant arriver à se tuer, il a ouvert la fenêtre de sa chambre, située au deuxième étage, et s'est précipité dans la rue, après avoir crié aux passants de se retirer. Il est tombé sur les pieds, a pu se relever et, soutenu sous les bras, a été remonté dans sa chambre. Il a refusé absolument de faire connaître son identité. Quoique ses blessures soient graves, on espère cependant le sauver.

Arrêt des trains dans le Midi

Agde, 16 janvier. — La circulation est interrompue entre Cette et Béziers à la suite des neiges. Le train rapide est resté en détresse hier soir, à 11 heures, près d'Onglous. Il a été dégagé ce matin, à 8 heures, avec une machine de secours.

Perpignan, 16 janvier. — A la suite des neiges la circulation des trains a été interceptée entre Salces et Fitou.

La question égyptienne

Rome, 16 janvier. — Le gouvernement italien a été avisé de l'entente survenue entre les cabinets de Paris, Berlin, Vienne et Saint-Pétersbourg au sujet des contre-propositions anglaises pour le règlement des affaires égyptiennes. Mais il a constamment évité de répondre d'une manière directe et de s'engager à un degré quelconque. On est convaincu ici que cette attitude est la conséquence d'une sorte d'arrangement intervenu entre l'Italie et l'Angleterre.

Au Soudan

Le Caire, 16 janvier. — Une dépêche, datée des puits Gadkul, 12 janvier, signale l'arrivée sur ce point de la colonne Stewart. L'escorte égyptienne du convoi d'eau s'est fort mal conduite sur le parcours des puits Hovelyat à Gadkul. Elle a bu l'eau appartenant aux autres corps et a refusé de marcher en avant.

Voyage du roi d'Espagne

Madrid, 16 janvier. — Le roi arrivera ce soir à Malaga; il sera de retour à Madrid le 19 janvier. Alphonse XII a distribué 300,000 fr. de sa propre bourse dans la province de Grenade.

Le ministre des finances présentera aux Cortès le budget de 1885-86 avant la fin du mois. Il déposera en même temps un mémoire exposant la situation du Trésor au 31 décembre dernier; il y établira que le déficit de 1883-84 a été moindre qu'il ne l'avait supposé, et que, tous les crédits extraordinaires votés par les Cortès n'ayant pas été employés, il pourra appliquer ces ressources à l'exercice actuel pour faire face à la moins-value de 23 millions dans les recettes du premier semestre.

Dans le prochain budget, figureront onze millions d'augmentation pour le chapitre de la marine et pour les secours aux provinces éprouvées par les tremblements de terre. On fait en outre remise d'une partie des impôts à ces provinces.

LA GUERRE AVEC LA CHINE

LES DISPOSITIONS CHINOISES

Le *Times* a reçu, par la voie de Sibérie, l'intéressante dépêche suivante. On y verra que le marquis Tseng a pris au sérieux la nouvelle lancée d'affrètements ou d'achats faits en Angleterre pour le Tonkin ; on y trouvera aussi la doctrine internationale que recommande l'ambassadeur de Chine à Londres.

Pékin, 20 décembre. — Vingt-huit officiers et instructeurs allemands, recrutés par Li-Fong-Pao, s'occupent avec une grande activité à Shanghaï, Tien-Tsin et autres points à instruire les troupes chinoises selon la méthode allemande. Ce mode d'entraînement est trop compliqué pour les Chinois, que l'on peut à peine instruire par les plus simples combinaisons.

Il en est de même pour les croiseurs et canonnières Armstrong, qui sont destinés probablement à devenir la proie des Français, et cependant, avec une vingtaine d'hommes et des officiers expérimentés dans chacun de leurs équipages, ils seraient capables de couler aisément la flotte de l'amiral Courbet.

Le bruit court que les Français ont l'intention de bloquer le golfe de Petchili au printemps prochain. Cela excite au plus haut point l'indignation des ministres chinois, qui demandent pourquoi les puissances qui ont des traités avec la Chine ne s'opposent pas à ce projet. Ils ajoutent que, si cette menace est mise à exécution, les Chinois obstrueront tous leurs ports avec des pierres.

Le marquis Tseng rapporte que les Français achètent des transports en Angleterre. Il engage son gouvernement à protester contre cette violation de la neutralité et en même temps à réserver les droits de la Chine pour les achats de munitions de guerre. Ce sont bien là les idées chinoises sur les lois internationales.

A l'égard des dispositions pacifiques, la situation est des plus obscures.

On dit que les masses sont belliqueuses, et que les personnes riches, ayant été obligées de fournir des contributions pour les dépenses de la guerre, désirent naturellement la paix. Mais la multitude de fonctionnaires, depuis le plus haut mandarin jusqu'au moindre employé, est intéressée à l'état de choses actuel, surtout ceux qui n'ont aucune crainte pour leur sécurité personnelle. Les prévarications des mandarins sont extraordinaires.

Depuis que l'on a sévi contre ceux des ministres qui conseillaient une attitude conciliante, les partisans de la paix s'abstiennent de prendre part aux délibérations.

LISTE DES TUÉS ET BLESSÉS DE MUY-DOP

Voici la liste des hommes tués et blessés aux combats de Muy-Dop des 3 et 4 janvier :

Tués.

3e régiment d'infanterie de marine : Chaumette, sergent; Marchandon, Ducoupe, soldats. — 4e régiment d'infanterie de marine : Pujolas, caporal; Noël, Legallot, soldats. — 11e régiment d'infanterie : Mart, sergent; Point, Cadoret, Vittori, soldats. — 143e régiment d'infanterie : Dastugue, soldat. — 12e régiment d'infanterie : Damiot, artificier. — 4e régiment du génie : Hervé, clairon.

Blessés

1er régiment d'infanterie de marine : Hagen, soldat. — 3e régiment d'infanterie de marine ; Descamps, adjudant ; Lalaune, fourrier ; Saby, Lepec, Berigliet, Dubut, Recal, Chabouty. — 4e régiment d'infanterie de marine : Paril, sergent ; Charlier, fourrier ; Delorce, Souche, Podinelli, Leclerc, Lefèvre, Manteau, soldats. — 11e régiment d'infanterie : Verdin, capitaine ; Simoni, lieutenant ; Brian, caporal ; Vienne, Granier, Ballet, Narct, Guéret, Terter, Retat, Tessier, Faravel, Lombard, Sassi, Lamonnier, Fontanelle, Goirand, Provost, Laplaine, Docéane, Damloup, Moirachini, soldats.

Au total, 13 tués et 39 blessés, plus le lieutenant Laribe, 2 sergents et 34 soldats d'infanterie de marine, légèrement blessés.

LES AFFRÈTEMENTS POUR LE TONKIN

Le *Petit Marseillais* dit que le gouvernement vient d'affrêter deux nouveaux navires du port de Marseille.